



Groupe des Belles Feuilles



Photo © Marie-Lan Nguyen

Dîner-débat du Groupe des Belles Feuilles, en compagnie de Jean-Louis BOURLANGES

Soirée présidée par Jean-Christophe Boulanger.

Allocution de bienvenue, par Mikaël Garandeau

Jean-Louis BOURLANGES, il est de bonne politesse d'attendre la disparition de l'intéressé avant de rédiger son éloge funèbre. De meilleure politesse encore, de lui en épargner une lecture nécessairement pénible. Or ce n'est pas seulement du « député européen » que vous n'êtes plus, ami de longue date des Belles Feuilles, dont nous devons faire le deuil ce soir, mais peut-être aussi d'un projet politique, qui fut celui des pères fondateurs de l'Europe, et accessoirement l'une des raisons d'être du GBF. Les convives réunis autour de

cette table vous savent gré d'être venu leur tenir la main en ce moment difficile.

Cassandre de la droite française avant d'être celui de l'Europe, vous étiez l'oiseau de malheur qui, en nous annonçant régulièrement la catastrophe à venir, nous rappelait paradoxalement que nous étions bien vivants et que, par conséquent, l'Europe était en marche. Votre quasi-retraite, que nous souhaitons provisoire, nous interroge sur notre survie de partisans d'une Europe politique forte, et c'est avec une inquiétude fébrile que nous vous recevons ce soir, celle d'un peuple auquel on vient annoncer qu'il est appelé à disparaître.

Nous mettions souvent votre pessimisme élégant sur le compte d'une trop grande exigence conceptuelle, la réalité de la construction européenne étant toujours, à notre connaissance, un compromis entre une élaboration théorique assez vague et une politique de (très) petits pas, le tout dans une discrétion feutrée et de bon aloi, loin des justifications exigées par le débat public. Quant à vous, vous vous délectiez de jeter périodiquement des pavés dans la marre, avec un sens aigu de la formule, analysant dans vos tribunes les dynamiques sociales affectant les opinions anti-européennes dans les différents pays d'Europe, et notamment en France, ou encore, montrant les limites politiques et théoriques de textes censés être fondateurs, textes qui avaient certes le mérite d'exister, et pour lesquels, la mort dans l'âme et en dépit de tout le mal que vous en aviez dit, vous appeliez malgré tout à voter.

Ainsi, pour les chauds partisans de l'Europe fédérale, vous n'étiez certes pas suspect de « souverainisme », comme on dit, mais vous péchiez par excès d'entendement, par un goût pour la ratiocination, qui vous portaient à un « euro-scepticisme » qui ne disait pas son nom.

Mais nous vous soupçonnions aussi, Jean-Louis BOURLANGES, d'avoir un certain goût pour la mélancolie funèbre des ruines, et par conséquent de voir toujours l'effondrement là où d'autres percevaient la lente édification d'un monument. Assis au bord de l'abîme, vous cédiez au sentiment du sublime, et, tout à vos exercices de style, contempriez cette force sans forme qu'était l'Europe, assurément mélange de beau et de grotesque. Vous vous plaisiez à annoncer un avenir sombre et à décrire les mouvements d'une Histoire qui nous échappait. Vous ne dédaigniez pas, à l'occasion, les grandes fresques historiques façon Puvis de Chavanne.

La raison de Tocqueville et le cœur de Chateaubriand, voilà qui pourrait vous résumer. Il était bien difficile pourtant de ne pas vous écouter, *hapax* politique, mais le socle théorique et la dimension esthétique de vos propos, ainsi que les mauvaises nouvelles dont ils étaient en général porteurs, les rendaient largement inaudibles aux enthousiastes de l'Europe et à ses techniciens.

Au moins ne donniez-vous jamais vous-même dans l'enthousiasme, celui des « fédérolâtres » qui pensaient annuler les nations par une opération du Saint-Esprit ou par quelque élan du cœur. De même, vous vous défiliez toujours de l'Europe-puissance, autre enthousiasme et rêverie bien trop française pour que nos partenaires européens n'y décèlent une nouvelle manifestation de la *furia francese*, ou pour le dire autrement, une nostalgie du premier Empire.

Aujourd'hui il faut bien reconnaître votre clairvoyance, en Europe comme en France – ce qui est toujours facile à faire, rétrospectivement. Vingt ans après les mises en gardes de votre « Droite, année zéro », la droite française n'est jamais sortie du césaro-bonapartisme que vous honnissez, tant il s'oppose en tous points à votre libéralisme. Elle n'en finit pas de recomposer une petite armée tout à la défense d'intérêts très particuliers, tandis qu'émergent des *ersatz* de Napoléon. On voit mal ce que vous allez faire dans ce marigot, sans parler même de l'éclatement des « Centres », entre un Canal historique devenu officine de l'Élysée, et un Canal Habituel qui a pris le maquis.

L'Europe, quant à elle, est bien devenue, sinon une Union Postale Universelle, du moins le béhémoth juridique que vous annonciez comme le projet le moins excitant, et peut-être le moins politique qui fût, sans que l'on puisse apercevoir un horizon autre à court et moyen termes.

L'abîme appelant l'abîme, voilà qu'on nous annonce une Union pour la Méditerranée. La France qui a enfin compris que l'Europe-puissance était morte, cherche à tout prix un « machin » qui pourrait lui donner, une dernière fois, l'illusion qu'elle est une grande puissance. Heureusement le ridicule a tué, et le projet est mort-né – il ne provoquera sans doute pas trop vos talents de polémiste.

Alors, nous nous perdons en conjectures. Que va faire Jean-Louis BOURLANGES ? Nous imaginons qu'il ne va pas se contenter de cultiver son jardin de Varengeville-sur-Mer, entre deux enregistrements avec Max Gallo, son punching-ball favori. Nous nous permettons une suggestion peut-être susceptible d'enrichir votre réflexion sur l'identité européenne. Pourquoi ne pas effectuer, avant votre retour aux affaires, un voyage d'études en Turquie ? Les étapes pourraient en être d'abord les villes des grands conciles fondateurs du dogme chrétien, Istanbul-Constantinople, Iznik-Nicée, puis vous pourriez méditer dans les villages de Cappadoce, où l'expression qui vous est chère, « être européen, ce n'est pas être, mais c'est avoir été chrétien », prend assurément tout son sens. A la recherche des frontières de l'Europe, vous longeriez enfin la très longue côte sud du pays. Peut-être y trouveriez-vous vos racines grecques.

Exposé de Jean-Louis BOURLANGES

Je suis très sensible à l'honneur qui m'est fait, d'être, si j'ai bien compris, le premier cadavre à être autorisé à faire partie des deuilants. Je me reconnais volontiers – modestement – dans la filiation de Tocqueville et de Chateaubriand, qui sont d'ailleurs, comme vous le savez sans doute, profondément liés entre eux. Par des liens de familles : c'est l'héritage de Malesherbes. Comme le dit Chateaubriand, « c'étaient partout des héritages d'échafaud ». Contrairement à ce qu'on peut imaginer, ce n'est que très partiellement Chateaubriand qui a influencé Tocqueville, mais c'est assez largement Tocqueville qui a influencé Chateaubriand. Les dernières pages des *Mémoires d'outre-tombe*, qui ont énormément séduit Michel Rocard, sont directement inspirées de la *Démocratie en Amérique*. Je vous renvoie à une excellente étude de Marc Fumaroli sur le sujet... Je m'inscris effectivement dans cette tradition, que j'ai mis du temps à sentir comme mienne. Une tradition assez malheureuse dans la politique française : libérale, parlementaire, hostile à l'exaltation nationale – tout particulièrement lorsqu'elle prend une forme footballistique... –, attentive aux corps intermédiaires. Bref, une longue lignée qui va de Retz à Fénelon, de Fénelon à Montesquieu... en excluant Turgot, qui est assez jacobin en réalité. Une tradition qui est écrasée avec notamment les Barnaviens, et qui conduit au début du XIXe siècle à ce parti libéral qui est si petit qu'on l'appelle le « parti du canapé », puisque l'ensemble de ses adhérents pouvaient tenir sur un canapé. C'était l'équivalent de l'époque du « parti de la cabine téléphonique ». Je vois bien qu'en réalité, le pays est réticent à tout cela, profondément réservé. Donc j'ai l'impression d'appartenir à une famille politique minoritaire et marginale. Quant à François Bayrou, auquel vous faites allusion, je ne crois pas qu'il soit mort politiquement. Je pense qu'il a fait beaucoup d'erreurs, notamment de comportement – et les erreurs de comportement sont très importantes : c'est-à-dire qu'il détruit ses amis, en croyant imiter François Mitterrand, qui en fait sédimentait les siens. Je pense pourtant qu'il a une chance raisonnable de succès, et pour une raison simple : contrairement à ce qu'il pense lorsqu'il qualifie les autres de traîtres, c'est lui qui a fondamentalement abjuré la foi centriste. Quand vous étudiez attentivement son discours, vous constatez qu'il est anti-libéral, de plus en plus anti-parlementaire, anti-américain, anti-européen. En somme, c'est un discours « noniste ». Qu'est-ce qu'un « noniste » ? C'est quelqu'un qui croit que la crise de l'Europe est une crise de l'offre, et non pas une crise de la demande ; qui croit qu'il faut proposer une

autre Europe, quelque chose de fondamentalement différent, et que l'origine de la crise n'est pas à trouver dans un rejet par les peuples de l'inscription de leur destin dans un ordre supranational. Les nonistes français veulent bien d'une Europe à la condition qu'elle soit la projection exclusive de leurs attentes. Evidemment, ça ne risque pas de marcher. Donc, au-delà de toutes les péripéties – je n'avais pas envie, au printemps dernier, de voter pour Madame Royal, sans être particulièrement séduit par Monsieur Sarkozy –, je me suis séparé de François Bayrou dans une conjoncture assez déterminée. Il y a chez moi un refus très profond de la dimension populiste du bayrouisme, qui me paraît quelque chose de tout à fait étranger à la famille politique dont il est originaire, mais sans doute assez porteur sur le plan électoral. Je pense que Monsieur Bayrou fera un beau succès aux européennes, et ensuite, cela dépendra de ce qui se passe à droite et à gauche. Mais il est clair que pour l'instant, ce qui se passe à droite et à gauche n'est pas de nature à décevoir ses attentes...

Voilà pour ma situation dans le contexte politique français, dans lequel je me suis toujours senti assez marginal. Comme je ne considère pas que la politique soit un concours de pronostics, je ne considère pas que prendre une position, ou choisir un candidat, c'est nécessairement choisir le « bon cheval ». On choisit un homme, une famille politique, parce qu'ils sont conformes à une certaine idée de la société, du pays, des relations internationales. Bien entendu je me méfie aussi de cette attitude. Je crois que Maurras n'a pas tort de dire qu'en politique, le succès est signe de vérité. Il n'a pas tort, parce qu'il est évident qu'il faut être dans une stratégie où l'on puisse espérer gagner pour apporter une contribution. Je suis très réfractaire au mendésisme sur ce plan-là. Mais Maurras a également tort : il est en effet porteur d'un système dénué de toute valeur, car son empirisme organisateur consiste en fait à sacraliser la réalité : « c'est créé par l'Histoire, et donc c'est bien ». C'est d'autant plus étonnant chez Maurras, que la réalité dont il se réclame est la réalité du passé ! Système profondément contradictoire, donc. Mais ce système est déserté par les valeurs. C'est le contraire du pragmatisme. L'empirisme consiste à croire qu'il y a un sens qui émerge spontanément des choses, alors que le pragmatisme consiste à confronter en permanence un système de valeurs dont on est porteur, et une réalité qui résiste. Voilà pour le fond ombrageux de ma personnalité politique, que vous avez flatté dans votre portrait... Sur le plan européen, je ne me reconnais pas dans la description apocalyptique de l'Union Européenne que vous me prêtez. Je me reconnais davantage dans le rôle d'aiguillon, de poil à gratter, dans la volonté de griffer et de faire des formules. Je suis effectivement très agacé par la langue de coton de l'Europe. La langue de bois est une langue dogmatique. Un énoncé de coton est un énoncé tel que

l'on ne peut soutenir son contraire. Vous êtes toujours « pour l'emploi ». Sur ce plan je suis poppérien, j'aime les énoncés que l'on peut discuter, contester, à la fois en termes de réalité, en termes de valeurs... J'ai toujours eu une tendance à la polémique, effectivement étrangère à la bulle « pro-européenne », qui a créé une situation d'apesanteur, qui à mon avis n'est pas du tout favorable au progrès réel de l'idée européenne. La polémique du coup s'est réfugiée dans le camp des anti-européens !

Sur le fond de l'analyse, vous avez dit que j'étais sceptique sans le dire. Non. Je suis sceptique en le disant. Ce sont les « euro-sceptiques » qui ne sont pas de vrais sceptiques. Ceux qui se disent aujourd'hui « euro-sceptiques » sont en fait des europhobes. Ils sont passionnément hostiles à la construction européenne. La référence au scepticisme, dans cette affaire, est au mieux une litote, au pire une hypocrisie et un mensonge. Et je crois qu'être « sceptique », cela signifie que l'on est animé par la volonté de construire l'Europe, et que l'on voit qu'il y a des forces très puissantes qui résistent à cette construction, et que ce n'est pas la peine de les ignorer, parce qu'en politique, il faut avoir des ambitions qui soient compatibles avec la réalité. Il ne s'agit pas de se soumettre à la réalité, mais de réfléchir aux possibilités d'action.

J'ai analysé l'Union Européenne et j'ai fait, au lendemain du Traité de Maastricht, un diagnostic assez précis, sans doute un peu utopiste, de ce qu'il fallait pour qu'elle se développe. J'ai constaté peu après, c'est-à-dire autour du sommet de Copenhague, les contradictions de l'Europe et un écart croissant entre ce cadre conceptuel que j'avais perçu comme nécessaire pour la construction européenne, et la façon dont concrètement l'Union Européenne se développait. Cette divergence croissante m'a paru devoir produire un certain nombre de conséquences négatives, et c'est là l'explication de mon pessimisme. Il ne s'agit pas d'une attitude romantique.

Comment analyser la situation ? Je crois que la Communauté Européenne était initialement un ensemble technocratique dominé par une administration communautaire, et par des administrations nationales, qui court-circuitaient assez largement les circuits traditionnels de la politique. C'était également un ensemble relativement précis géographiquement, dont les frontières étaient largement déterminées par ceux qui étaient en dehors. Ce ne sont pas les Européens qui ont déterminé leurs frontières ; ce sont Staline, Franco, et les Britanniques. Enfin, c'était une communauté qui n'était pas politique au sens plein du terme. C'était une affaire politique, dans la mesure où elle réconciliait les peuples européens entre eux, au premier chef Français et Allemands, mais ce n'était pas quelque chose qui était organisé pour créer une puissance autonome dans un ensemble mondial. En réalité, la Communauté Européenne était un sous-produit de la communauté atlantique, et elle a été d'emblée

conçue comme telle, et c'est cela même qui explique son succès. Les Français sont en majorité totalement opposés à cette analyse. Ce n'est pas pour cela qu'ils ont raison... Considérez le 9 mai 1950. Quelle est la situation le 8 mai 1950 ? La France est au ban des Etats occidentaux. Elle est en conflit quasi-ouvert avec l'Allemagne, elle agace profondément les Britanniques, et elle va conduire les Américains à lui tordre le bras au sujet du statut de la Ruhr. Le 10 mai 1950, quelle est la situation ? La France est au cœur d'un dispositif qui va de l'Allemagne aux Etats-Unis, et le Royaume-Uni est isolé. C'est cela, le choix du 9 mai, aussi. C'est un choix géopolitique extrêmement précis, qui affirme d'emblée la parenté profonde des développements européen et atlantique. Nous ne sommes pas alors dans une période de Guerre froide très intense, mais nous allons l'être quinze jours plus tard ! C'est trois semaines plus tard que commence la guerre de Corée, entraînant l'initiative de la CED... L'idée américaine est très simple : on ne peut pas laisser l'Europe sans défense ; on ne peut pas défendre l'Allemagne sans participation allemande ; on ne peut pas défendre l'Europe sur le Rhin. Conclusion du syllogisme : il faut avoir une Allemagne pleinement réintégrée dans le camp occidental sur le plan économique, politique puis militaire. Je suis de ceux qui pensent que ce qui a déterminé cette première phase de l'Union Européenne qui, avec la complication de l'adhésion britannique, va jusqu'à la fin de la guerre froide, c'est à la fois la menace soviétique et le rôle des Etats-Unis, et ils ont l'un et l'autre été dans le même sens : la menace soviétique a contribué à la fois à rassembler les peuples européens à les unir et à dichotomiser le projet politique du projet d'intégration économique. Pourquoi ? Parce que pour faire face aux Soviétiques, il fallait une communauté beaucoup plus vaste que la communauté ouest-européenne, sortie exsangue et désarmée du deuxième conflit mondial. Donc, il fallait une communauté atlantique. On dit souvent que les Soviétiques ont contribué à faire l'Europe, oui et non : oui, ils ont conduit les peuples à se rapprocher, non ils n'ont pas conduit les Européens à assumer leur leadership politique, mais les ont plutôt conduits à s'en remettre au leadership américain. Quant aux Américains, ils ont joué un rôle tout à fait important également, de deux manières. D'abord parce qu'ils ont apporté la sécurité, et ensuite parce qu'ils ont encouragé les peuples à s'unir. Pas uniquement par générosité. L'Europe était un enjeu fondamental pour les Américains, ce qu'elle a cessé d'être aujourd'hui... Il fallait donc la défendre. Deuxièmement, les Etats-Unis ont joué un rôle aussi important, assez sous-estimé, de garantie de chacun des peuples européens contre tous les autres. Vous ne pouvez pas comprendre le rapprochement franco-allemand, si vous ne voyez pas que l'Allemagne trouvait chez les Américains une protection contre la France et que la France y voyait une garantie contre l'Allemagne. Et les

Néerlandais trouvaient dans la protection américaine une garantie contre le couple franco-allemand, c'est-à-dire deux pays qui n'avaient pas cessé de leur causer un grand nombre de dommages... On a donc une communauté qui ne s'assume pas politiquement, qui s'assume en terme atlantique et c'est là une chose solide, qui ne mérite pas le mépris dont on l'accable souvent en France. C'est une communauté qui fonctionne dans un cadre extrêmement précis, en termes de frontières et en termes d'institutions. Les frontières sont déterminées par l'environnement de l'ensemble. Les institutions sont quant à elles largement technocratiques. L'idée de Jean Monnet est de confier le pouvoir à des gens qui savent et qui sont indépendants, c'est-à-dire, par définition, le contraire d'un homme politique, qui ne sait rien et qui dépend de ses électeurs. Il y a enfin une dichotomie politique et économique. Voilà le cadre dans lequel on est.

Que se passe-t-il en 1989 ? D'abord, il y a eu l'épisode britannique, assez bien géré par les Franco-Allemands, et notamment par Giscard et Schmidt puis par Kohl et Mitterrand. Les Britanniques sont entrés avec l'idée de participer pleinement. C'était la position d'Edward Heath. Ensuite, dès l'arrivée au pouvoir de Harold Wilson, le choix a été : est-ce qu'on sort ou est-ce qu'on ne sort pas ? A ce moment-là, les Britanniques sont restés, simplement pour ne pas être dehors. C'est d'ailleurs une des motivations croissantes de l'élargissement : plus l'Union s'élargit, plus les gens ont intérêt à entrer *pour ne pas être dehors*, et donc plus leur motivation est négative. Avec Madame Thatcher, qui a pris fait et cause contre un tas de choses, la Grande-Bretagne n'a jamais été jusqu'au bout de son opposition, si bien qu'elle a été un formidable agent de développement de l'Europe communautaire. Elle a, par son opposition contribué à fédérer Allemands et Français mais sans les empêcher de faire ce qu'ils voulaient, d'autant que l'on a eu l'astuce à ce moment-là de proposer l'Acte Unique Européen qui consistait à lier le développement du marché intérieur, c'est-à-dire le libéralisme, à un renforcement institutionnel, mettant Madame Thatcher dans la situation de l'âne de Buridan : elle ne pouvait ni accepter ni refuser. C'est d'ailleurs pour cela qu'elle a accepté d'être mise en minorité au Conseil européen de Milan, car en acceptant la majorité qualifiée, cas quasiment unique de décision du Conseil européen à la majorité qualifiée, elle se donnait les gants d'être contre, en ayant la certitude que la décision serait prise... Où va se loger l'esprit fédéral, tout de même ! Elle ne s'est jamais opposée jusqu'au bout, elle a fait du folklore. Jean Quatremer et Thomas Kleu racontent très bien la façon dont finalement Delors, Kohl, et Mitterrand l'ont piégée sur l'union monétaire dont elle ne voulait à aucun prix. Donc, durant toute cette période, on peut dire que malgré l'entrée du Royaume-Uni, on est resté dans une Europe des six,

simplement un peu chahutée. La zone européenne de libre échange, l'EFTA (European Free Trade Association, en français Association Européenne de Libre Echange, AELE), faisait certes peser une sorte de réserve périphérique, intergouvernementale sur la bonne marche de l'ensemble, mais le couple franco-allemand parvenait à tirer l'ensemble vers le haut, aboutissant à toutes ces réalisations : Schengen, le marché intérieur, une ébauche de collaboration militaire franco-allemande, l'Eurocorps, et pour finir Maastricht, qui est en fait la dernière manifestation de l'Europe ancienne. J'ai toujours considéré que Maastricht était la dernière création de l'Europe communautaire. Maastricht s'inscrit dans la logique profonde de l'Europe communautaire, où chaque élargissement s'accompagne d'un approfondissement institutionnel et d'une extension de compétences. C'est vrai dès le Traité de Rome, qui a pour objet de récupérer la France dans le jeu européen, et offre une compétence importante au-delà du marché commun, la PAC, avec sa traduction budgétaire qui n'est pas négligeable pour l'agriculture. Ensuite l'entrée du Royaume-Uni, de l'Irlande et du Danemark, entraîne avec dix ans de retard, le marché intérieur, le commencement de la coopération puis de la codécision, et des décisions à la majorité qualifiée. Avec l'Espagne, le Portugal et la Grèce, cela se traduit par un développement budgétaire tout à fait important pour les fonds structurels, et l'enrichissement de la politique de cohésion et de développement. On peut dire que la réunification de l'Allemagne s'inscrit dans cette logique, puisque la transformation de l'Allemagne de l'Est se traduit par une compétence communautaire nouvelle, la monnaie, et par les institutions adaptées à cet objet, comme la BCE. On a donc un processus qui n'est pas perçu par les Français, qui ont tendance à opposer élargissement et approfondissement. Mais en réalité, on a eu un cercle vertueux entre extension de compétences, élargissement géographique, approfondissement institutionnel. C'est précisément cela qui est cassé à partir de Maastricht, et c'est de cette cassure-là que nous ne nous remettons pas vraiment.

Que se passe-t-il à partir de ce moment-là ? Trois éléments nouveaux. D'abord, la disparition d'une menace directe et rapide. La menace est remplacée aujourd'hui par des « risques », ce qui n'est pas la même chose : on a des risques naturels, environnementaux, démographiques..., mais ce n'est pas cette menace nucléaire frontale, directe et massive qui venait de l'Union soviétique. Donc, affaiblissement évident de la volonté commune, combinée et prenant la forme d'un effondrement idéologique, qui fait qu'il n'y a plus d'amis et d'ennemis, et qu'il n'y a plus partout que des associés rivaux, des amis-ennemis. Donc, tous les chats mondiaux sont gris, tous les chats européens sont gris. Fini les chats blancs et les chats noirs, on est dans un système

« d'âmes grises ». Et ça, c'est très mauvais pour fabriquer du consensus, de l'identification politique...

La deuxième évolution, c'est la nécessité de faire de la politique. Pourquoi devez-vous faire de la politique ? Pour des raisons très simples. L'Europe, qui avait été pour les Etats-Unis un modèle jusqu'en 1939, un enjeu jusqu'en 1989, jusqu'à l'effondrement de l'URSS pour être exact, cesse à partir de ce moment-là d'être et un modèle et un enjeu. Or, le *benign neglect* a deux conséquences : d'une part il affaiblit la cohésion des Européens, qui se retrouvent tout seuls et tout nus dans la cour, et se regardent... Ce n'est pas par hasard que renaissent à ce moment-là des tensions entre Allemands et Français sur la Yougoslavie, par exemple. On est revenu à un jeu assez traditionnel, sans que ce soit un jeu de rivalités absolues – on est sorti d'un moment où les conflits étaient européens et les armements aussi... – car la classe n'a plus de maître d'école. D'autre part, le *benign neglect* nous oblige, et c'est une évolution divergente, à *faire de la politique* puisqu'il n'y a aucune raison que l'Amérique, qui est moins peuplée et à peu près aussi riche, se situant à des milliers de kilomètres de zones instables comme la Yougoslavie, envoie ses dollars et ses GIs se faire tuer à la place des Européens. C'est très délicat, car jusque-là, le partage avait été très net : les Américains finançaient la puissance, les Européens finançaient la providence. On avait en Europe l'ensemble du système social qui avait été financé au prix d'un moindre effort budgétaire en matière militaire. Or, au moment où disparaissait la menace soviétique, on nous demandait un effort budgétaire tout à fait significatif. C'est à ce moment-là que Laurent Fabius a parlé de toucher les « dividendes de la paix », et donc de réduire les efforts militaires. Les Allemands ont diminué massivement les efforts militaires, il n'y a que les Britanniques qui aient gardé une structure assez forte, car ils ne s'étaient jamais vraiment beaucoup souciés du « problème allemand », et avaient toujours eu un système de forces lié à une présence mondiale et une capacité d'intervention en conséquence.

Troisième question : l'élargissement. Vous n'avez plus de frontières imposées. Vous ne savez plus où vous arrêter... A ce moment-là, vous devez vous poser des questions fondamentales. Vous devez faire de la politique. Vous avez le choix entre deux attitudes : la première consiste à dire, la politique, c'est radicalement différent de l'économique, du social etc., et cela ne peut être mené que par les Etats. Donc, vous faites quelque chose qui présente toutes les garanties en termes de légitimité démocratique, et tous les inconvénients en matière d'efficacité décisionnelle, bref d'un système intergouvernemental sans institutions supranationales qui nourrissent le système, sans prise de décision à la majorité qualifiée, sans concours parlementaire et sans contrôle juridictionnel : tous éléments distinctifs de la méthode intergouvernementale

par rapport à la méthode communautaire. C'est sur cette voie qu'on s'est largement engagé à Maastricht, avec les « piliers ». Avec une différence entre le deuxième et le troisième pilier. Le troisième ayant vocation à être récupéré par le premier, le second (la PESD) étant fondé sur des principes radicalement différents – sur l'Europe du Congrès de Vienne. Amsterdam poursuit dans cette voie, en créant un Haut Représentant. L'existence d'un Haut Représentant signifie : vous brisez l'équilibre européen fondamental qui est : la Commission propose, le Conseil des Ministres dispose, seul ou en cas de co-décision, avec le Parlement européen ; la Commission et les Etats exécutent ; le juge contrôle. C'est le système dans lequel l'exécutif (la Commission) ne décide pas ; elle propose et exécute. Elle fait partie d'un processus décisionnel, qui reste l'Europe des Etats, car c'est au Conseil finalement que tout se décide. Il y a une répartition fonctionnelle des rôles entre la Commission, le Conseil, le Parlement et éventuellement la Cour de Justice. Au contraire, à Amsterdam, on substitue à cela une répartition *ratione materiae*, deux filières exécutives : l'une, qui appartient à la Commission et qui est liée au système communautaire, l'autre, qui relève du Conseil, avec la création d'un « Javier Solana » etc., un autre exécutif. Vous changez alors profondément l'équilibre. L'autre choix eût été de développer la méthode communautaire. Cela consistait à dire, simplement : on a eu une Europe technocratique. Maintenant elle doit faire de la politique. Donc, on va faire une Europe démocratique fédérale. On s'est également engagé dans cette voie. Cela a donné le rôle croissant du Parlement européen, depuis qu'il est élu au suffrage universel, son rôle législatif, l'harmonisation des calendriers et les pouvoirs d'investiture, d'approbation complétant le pouvoir de censure, à l'origine hypothétique et qui s'est avéré réel, donné au Parlement. Toute cette évolution fait que l'Europe n'est pas en déficit démocratique. Elle est en déficit *identitaire*, mais il faut arrêter de répéter cette sornette, selon laquelle l'Europe n'est pas démocratique ! Elle est lointaine, complexe etc., mais elle est démocratique. Pour résumer, il y a une articulation qui ne s'est jamais trouvée, entre l'intergouvernemental politique et la démocratisation. En somme, on a créé à ce moment-là un système politique sans compétences, puisque les compétences communautaires étaient assez largement technocratiques, dépolitisées, la concurrence, la monnaie, le commerce international et résiduellement la politique agricole, tandis que les compétences politiques, elles, étaient assumées par un autre système. C'est en cela que je dis que le système institutionnel est surdimensionné par rapport à ses compétences. Il y a de ce fait un problème extrêmement profond, qui explique en grande partie pourquoi j'ai quitté le Parlement. Il y a un Parlement, sorte de porte-avion qui fait des ronds dans l'eau, puisque ce qui est communautaire n'est pas politique,

et ce qui est politique n'est pas communautaire... Je caricature, mais la normalisation économique est globalement, sauf exception, non-politique.

Donc, vous n'avez plus de frontières. Que faites-vous ? Il faut choisir. Voulez-vous d'une Europe qui soit liée à une histoire, comme le préconise par exemple Jacques Le Goff, à une identité géographique, culturelle ? Si l'on vous suit sur la Turquie, alors il faut faire entrer l'Algérie et la Tunisie, à cause de Saint-Augustin... Or le problème n'est pas que le christianisme soit né en Orient. C'est de savoir à quel moment s'est constituée la frontière entre l'Europe et le monde méditerranéen du sud. Elle s'est constituée très clairement avec l'invasion arabe et son relais turc. Avec un ensemble de différences sur le partage du spirituel et du temporel et l'autonomie de la raison, qui fondent très profondément la différence entre l'Europe et « l'autre côté ». La Méditerranée n'est pas une frontière géographique ; c'est une frontière politique, religieuse, historique, culturelle. Etre Européen, ce n'est pas être catholique ou non catholique aujourd'hui, mais c'est être les héritiers de cette aventure européenne marquée par le progrès, le spirituel séparé du temporel, les nations... Sinon, vous faites entrer l'Algérie, car Saint-Augustin est bien le père de l'Europe moderne, comme père du dogme trinitaire, qui permet l'affirmation de la distinction entre le spirituel et le temporel, et débouche sur la laïcité. C'était une parenthèse...

Où m'arrêté-je, donc ? Plusieurs options. La première, c'est l'option culturelle et historique, que je viens de rappeler. La seconde option : les valeurs. Peu importe d'où je viens. Ce qui compte, c'est ce que je suis. Je suis turc, je suis certes l'héritier du Grand Turc, mais j'ai de bonnes intentions. Je veux être démocrate, je veux être laïc, je le suis un peu par moment, en tout cas je dis que je le suis... Pourtant il n'y a pas de laïcité dans l'Etat turc. Il y a une Eglise d'Etat. C'est le seul pays musulman dans lequel l'Eglise obéit à l'Etat ! Donc, ceux qui sont démocrates, qui acceptent l'économie de marché – les critères de Copenhague – ont vocation à entrer dans l'Union. Troisièmement, les critères pourraient être aussi l'acceptation d'un système institutionnel contraignant. Après tout, c'est comme ça que s'est fondée en 1950 la différence entre le Royaume-Uni et le reste de l'Europe. Monnet, qui était philo-britannique, leur a dit : j'aime beaucoup les Britanniques, mais vous prenez, ou pas. Ils n'ont pas pris. On pouvait dire aux Bulgares, aux Tchèques : vous prenez ou pas. Le dernier critère : les compétences. Nous accueillons ceux qui, dans cinq ou dix ans, acceptent d'avoir un système de défense unique, une armée commune (je caricature un peu) : c'est un critère politico-institutionnel, à l'américaine.

Nous avons donc un critère géographico-historique, un critère civilisationnel, et un critère institutionnel et politique. Vous pouvez choisir ceux que vous voulez, les combiner... Mais ce qui était nécessaire, c'était de clarifier les choses ! Or,

rien n'a été clarifié. Ce qui est devenu la clé de Copenhague, ça a été l'acceptation du deuxième critère, mais aussi de l'acquis communautaire. Une entreprise téléologique, qui se définissait par rapport à un avenir, ce que Abélès a assez bien montré, par une extraordinaire contradiction, s'est définie par rapport à un passé, par rapport à son acquis. Acquis qui a d'ailleurs à chaque fois augmenté. Je me souviens de Vaclav Havel me disant : mais qu'est-ce que c'est que ce truc ? Nous souhaitons rejoindre l'Union, et on nous apporte dix-huit tonnes de dossiers... De quoi s'agit-il ? On le comprend... C'est à ce moment-là que ça s'est joué. Après la chute de l'Union soviétique, on *devait* sortir de la méthode des petits pas, de la méthode gradualiste. On ne pouvait pas ne pas se poser les questions centrales sur la nature des compétences, la nature des frontières, et l'équilibre institutionnel final. Or, on ne s'est posé aucune de ces questions. Copenhague a été la négation de cette affaire.

Puis on a eu des combats successifs : le combat pour la réforme institutionnelle, que j'ai mené avec beaucoup d'ardeur au Parlement européen, avant l'entrée de la Chine... je veux dire de l'Autriche, de la Finlande et de la Suède – pour la Chine : patience ! On a obtenu un certain nombre de choses, notamment le comité des sages... Mais on est rentré à ce moment là dans un immense et interminable bégaiement institutionnel dont nous ne sommes en réalité pas sortis. Alors, les traités ont été plus ou moins bons, plus ou moins mauvais. Amsterdam a créé ce double exécutif. Nice a complètement déséquilibré les rapports au sein de la Commission et au sein du Parlement. Et, ne nous y trompons pas, ni la Commission ni Lisbonne ne changent rien en profondeur à l'affaire. À part une extension bienvenue sur le troisième pilier de la majorité qualifiée et de la codécision, mais un exécutif complètement atomisé, et une Europe qui continue d'être, de façon quasi-schizophrénique, simultanément communautaire et fédérale, et intergouvernementale. On est donc dans une sorte de trou noir institutionnel qui est incompréhensible pour l'opinion. Vous pouvez faire l'une ou l'autre chose, vous ne pouvez pas faire les deux à la fois.

Sur le plan de l'élargissement, on ne sait vraiment pas où l'on va ! On ne sait pas pourquoi on doit dire oui ou non à l'Ukraine, à la Biélorussie, à la Russie même, à la Turquie au Maroc... Le Maroc n'est pas européen ? Mais on ne sait pas ce que c'est que l'Europe ! Et on dit de la Turquie : ils ont un bout en Europe, alors... Mais tout cela est absurde et n'a aucun sens sur le plan institutionnel et politique. Sur le plan des valeurs, on a affaibli le dispositif en disant : il ne s'agit pas simplement qu'ils respectent les règles démocratiques, mais il s'agit de comprendre que la perspective pour eux d'adhérer va les aider à acquérir la démocratie, donc ce qui devait être un préalable devient en réalité

un objectif. Ce n'est pas idiot d'ailleurs, et je crois que l'élargissement sur ce plan est un grand succès. Mais vous avez eu là un éclatement en profondeur du projet, et cet éclatement est durable et s'auto-entretient. C'est là la raison fondamentale pour laquelle j'ai décidé de quitter le parlement européen. La participation au parlement européen, c'était la participation à une Europe communautaire, appelons-la fédérale si l'on n'a pas peur des mots. Premier point : on a cette situation de faux-semblant institutionnel. Deuxième point, et c'est ça qui est important, le système s'auto-entretient, parce que plus cela ressemble à la cabine de Marx Brothers, plus vous avez de gens qui viennent simplement pour ne pas rester dehors, qui viennent dans un club qui ne définit pas son objet social, ses conditions de *membership*, et son système institutionnel, faisant peser sur la cohérence de l'ensemble un risque accru. Donc, ce n'est pas un mauvais moment à passer, c'est une phase de dissolution générale, dont on ne voit pas comment elle s'arrêterait.

Conclusion : il n'y a en vérité que deux choses à combiner, qui ne correspondent pas du tout à ce que j'ai personnellement voulu lorsque je me suis lancé dans cette affaire. Premièrement, sur cette Europe large, et c'est là le modèle de l'Europe postale universelle, il faut dire : l'Europe devient une super organisation internationale, avec des objectifs précis, pas simplement une zone de libre échange, mais l'union douanière, la régulation de la concurrence, la normalisation de la production économique, le marché intérieur donc, une sorte de surveillance des droits fondamentaux. Tout cela n'est pas du tout idiot ou négligeable. Cette Europe est d'extension géographique indéfinie, et vous ne faites pas, dans ce cadre là, de politique. L'organisation en question n'existe pas sur la scène internationale, son seul rôle réel et précis, c'est l'absorption des voisins, c'est la diffusion. On est dans un système de puissance structurelle, de communauté à rayonnement proche. L'organisation a de l'influence, c'est du *soft power* à l'état pur. Une illustration de ce pouvoir donnée par Jacques Rupnik me paraît très bonne : le pouvoir consiste pour A à obliger B à faire quelque chose qu'il ne voudrait pas. Le *soft power*, quant à lui, permet à A d'obtenir de B qu'il pense comme lui. Cependant, reste intact le problème dit de la puissance, du jeu politique, du « grand jeu ». Vous vous repliez alors sur des positions déjà existantes, et privilégiez la coopération intergouvernementale, entre les trois Etats qui ont encore des forces militaires un peu significatives : le Royaume-Uni, la France et l'Allemagne. On est alors dans le *business as usual*, on a maintenu l'Europe dichotomique.

Ce n'est pas très satisfaisant, d'abord parce qu'il y a quand même des points de déséquilibre entre la monnaie et la politique budgétaire. Je ne crois pas du tout à l'Europe sociale, qui est une vraie ânerie. C'est un thème qui a marqué

électorale pour des raisons évidentes, mais qui est un vrai-faux thème. C'est un problème de subsidiarité : quand vous avez l'ensemble des fonds qui est dans la main des Etats, la politique de providence est faite par les Etats, avec quelques ajustements en termes de cohésion. Point final. Quand vous dites que l'Europe ne s'occupe pas de social, c'est comme si vous disiez que l'Etat ne s'occupe pas de l'enseignement primaire, pour la simple raison que c'est financé par les communes... C'est à peu près du même ordre. Quant au droit du travail, on ne peut pas l'harmoniser... Cela me fait vraiment rigoler d'entendre les « nonistes » de gauche prétendre que, ce qui est affreux, c'est de ne pas avoir eu d'Europe sociale. Une Europe sociale sur le plan communautaire, cela aurait signifié l'abandon du droit du travail et du système de sécurité sociale à un pouvoir européen. Je ne sais pas si vous voyez ce que serait l'attitude des forces de gauche, si l'on abandonnait notre système social à des Etats qui sont évidemment plus libéraux que nous, puisque nous sommes les seuls à être bâtis comme nous le sommes... C'est cependant un thème très puissant électoralement : on comprend que Fabius, Mélenchon et quelques autres, dont Emmanuelli, aient utilisé cela, mais c'est une aberration intellectuelle et historique, ce n'est pas du tout là que ça se joue. En revanche la politique monétaire, la politique budgétaire, économique, le *policy mix*, sont des questions réelles.

Alors quand vous êtes parlementaire, vous êtes condamné à vivre dans une Europe où le Parlement est très puissant dans un domaine où le pouvoir politique ne l'est pas. En revanche, vous avez un Parlement et des systèmes institutionnels qui sont complètement contournés, ignorés par exemple par le Conseil européen comme structure intergouvernementale, dès que vous abordez les vrais problèmes de politique et de puissance. Cette dichotomie, je ne l'ai pas voulue, je ne l'ai pas aimée, je l'ai combattue politiquement et, si je voulais y participer, je ferais comme vous : je « ferais l'avocat », comme on dit, le consultant, le lobbyiste en matière de normalisation économique, où je serais juge, en France ou à Luxembourg, mais pas parlementaire. Et si je m'intéresse à la politique étrangère, à la politique de défense, là je fais de la politique française... Comme j'ai passé l'âge de me convertir dans la politique française, et qu'en plus, le parti politique auquel j'appartiens a littéralement explosé, puisque mon chef a été gagné par une sorte de comportement populiste et tribunicien que je réprouve, on peut conclure la chose ainsi, sans être désespéré, de manière argumentée et sans céder à un romantisme excessif. Je me retire alors dans mon for intérieur, je rejoins mon corps d'origine, la Cour des Comptes, et je dîne avec plaisir à l'invitation du Groupe des Belles Feuilles.

Questions des convives

Sur l'action de l'Europe...

Ce que je signale, c'est la fin de l'adéquation entre une politique, une action européenne et une organisation institutionnelle du pouvoir. Je constate bien entendu l'ampleur des réformes, des sujets d'intérêt commun... Mais ce ne sont pas les sujets qui manquent, ce sont les volontaires. Les sujets d'intérêt en commun sont évidents. On peut simplement discuter de savoir si le « commun » en question est spécifiquement européen, ou s'il n'est pas, dans bien des cas, plus vaste. Dans le cas de l'énergie, c'est assez clair. En revanche, je crois que ce qu'on définit là, c'est ce qu'on appelle une pratique intergouvernementale, c'est l'esprit de Lisbonne – Lisbonne, le processus. On étudie les meilleures pratiques, on regarde qui fait quoi, mais il n'y pas de niveau décisionnel européen, ce sont des gens qui se rencontrent, qui font des choses, on voit bien comment le processus de Lisbonne a fonctionné... Donc nous sommes sortis de ce que Pascal Lamy appelle « le dur » de la construction européenne.

Sur la construction européenne...

Qu'est-ce que c'est, être partisan de l'Union européenne ? C'est accepter d'être mis en minorité. L'Europe commence à partir du moment où vous acceptez d'être mis en minorité. On ne va pas vous déshabiller et vous torturer, c'est une mise en minorité humaine, on sait très bien que vous avez des intérêts légitimes, on fait la majorité qualifiée, pas la majorité tout court... Tout ça est très civilisé, mais c'est quand même ça. J'ai une idée, or l'idée des autres est différente, je marche ou je ne marche pas. Si vous acceptez cela, très bien, si vous n'acceptez pas, on est dans un système qui n'est pas la construction européenne. Ce n'est pas le contraire de l'Europe, mais ce n'est pas la construction telle qu'on l'avait voulue, telle qu'elle a été construite de Jean Monnet à Jacques Delors, c'est autre chose.

Sur la diplomatie européenne...

Ce que j'aime bien dans le traité de Lisbonne, c'est précisément l'un des domaines où l'on revient, même si c'est très ambigu encore, sur le partage de l'action internationale, telle qu'elle est née de Maastricht et d'Amsterdam. C'est-à-dire qu'on reconstitue l'unité derrière le Haut Représentant, un homme qui préside le Conseil des affaires étrangères, qui assume les fonctions de l'actuel Haut Représentant et qui assume les fonctions du commissaire aux

affaires internationales. On reconstitue une unité d'action internationale qui est assez précieuse. C'est un peu gâché par le fait que ce système exécutif est complètement arbitral. Cela n'a pas de sens commun. Le président du Conseil européen, dont on nous dit que ça va être le numéro un de l'Europe, sans aucun pouvoir, pas même membre du collège dont il est issu, parce qu'un individu ce n'est rien par rapport à un Etat, et confronté en plus à un Etat qui gardera la présidence rotative semestrielle, et qui contrôlera tous les Conseils des ministres... Il faut vraiment être naïf pour considérer que c'est un progrès. Mais enfin, le Haut représentant, l'unification des trois fonctions- présidence du Conseil des affaires étrangères, Haut représentant et commissaire aux affaires internationales-, c'est un progrès.

Sur l'engagement européen des leaders de l'Europe...

On a une dame qui est bien, qui n'a pas beaucoup d'ambitions européennes, Angela Merkel, mais qui estime que son rôle historique – c'est l'anti-Guillaume II – est de maintenir la paix et d'équilibrer les budgets. Sa participation sur le compromis budgétaire est admirable. Elle a donné simultanément satisfaction aux Français sur la politique agricole, aux Anglais en maintenant globalement leur chèque, et aux pays de l'Europe centrale, orientale en leur accordant des fonds un peu insuffisants par rapport ce dont ils rêvaient, mais c'est quand même appréciable. Cependant Madame Merkel n'est pas moteur. Quant aux Britanniques, il est inutile de s'appesantir on remplace Blair, faux bon Européen, par Gordon Brown qui n'est pas Européen du tout, avec en perspective, si on en juge par les élections municipales, l'arrivée prévisible au pouvoir d'un conservateur qui est totalement europhobe... En Italie, on a Berlusconi, qui est quand même un sacré personnage ! C'est la Ligue au pouvoir ! Il faut voir ce que la Lega écrit et pense de l'Union européenne. Tremonti est totalement anti-européen. Je me rappelle une anecdote, au début de la présidence italienne... C'était extraordinaire ! La présidence italienne s'est d'ailleurs achevée d'une façon désastreuse, puisque volontairement Berlusconi, en liaison avec Aznar, a totalement refusé de préparer le sommet destiné à accueillir les travaux de la convention et à les transformer en traité. Ça a été vraiment une grève de zèle de la présidence italienne. Tout avait commencé de façon extraordinaire, Berlusconi arrive au Parlement européen, commence comme vous le savez, par traiter de « kapo » le malheureux Schulz, qui est aujourd'hui président du groupe parlementaire socialiste... Puis il aborde la question écologique, les Verts disent : « il n'y a rien dans votre programme » etc. Il leur rétorque : « Savez vous quel est le passe-temps du président Berlusconi... » – il parle ainsi de lui-même –, « depuis qu'il ne joue plus au football : le jardinage ! ». Et il termine sous les huées de la gauche, vers laquelle

il se tourne avec un sourire qui va d'une oreille à l'autre, et conclut : « Je vois que vous n'êtes pas satisfait de ce que j'ai dit et de ma présidence, mais ne vous en faites pas, six mois, c'est vite passé ! »... L'évolution de la Belgique est tragique. La haine du francophone en Flandre est quelque chose d'effrayant, et c'est aussi un sentiment anti-communautaire. Mon ami Fernand Herman, un parlementaire francophone très actif qui vivait dans un village wallon, est enterré à Overijse, une ville flamande, qui n'a pas autorisé sa veuve à inscrire une épitaphe en français sur sa tombe ! Ils ont négocié pendant des semaines, comme on fait en Belgique, avec la mairie, et pour finir il a fait son épitaphe en latin, « Europa Patria Mea ». Quand on en est à ce point... J'étais à Prague il y a quelques jours avec Jouyet. Klaus est terrifiant ! Les Tchèques ne sont pas du tout sur la même longueur d'onde que nous. Pour conclure, on est en Europe quand même dans une situation extrêmement pénible.

Sur la politique de Sarkozy...

Il y a du bon, il y a du mauvais, vous ne savez jamais de quel côté la tranche de pain beurrée va tomber. Le traité de Lisbonne, c'est une formidable idée, préparée par Alain Lamassoure, qui en a recueilli les avantages politiques que vous voyez – parce que la gratitude n'est pas la qualité dominante de Sarkozy. Il a fait ce qu'il fallait, cessons de ressasser cette histoire de référendum... Si les Français avaient dû faire un référendum, il n'y aurait eu ni traité de Lisbonne, ni traité de rien du tout. Les Britanniques et les Néerlandais ne signaient rien. S'il y avait un référendum en France, ils étaient obligés de faire un référendum chez eux... Cela veut dire qu'on restait sur le schéma de 2005. Donc, ce traité est une très bonne idée. A part ça, nous avons droit à un numéro délirant sur les déficits budgétaires, avec la mise en cause de Trichet... Je comprends que Trichet agace, mais c'est un autre problème. Ces règlements de compte interne à l'équipe Balladur sont incompréhensibles ! Un jour, à l'Élysée, lors d'une remise de légion d'honneur, je m'approche du Président qui parlait à une petite assemblée, et je tombais bien, ils parlaient de l'Europe... Et je l'entends dire : « ce connard de Trichet ! ». Le Président de la République ! Je l'ai apostrophé assez rudement (je le connais depuis longtemps). « On ne peut pas dire ça, ce n'est pas possible. Tu appelles les Français à la réforme, et tu crées un croquemitaine, qui serait responsable de tous nos maux... » Il se calme, dans ces cas-là. Sa politique sur ce plan a été une aberration. J'étais à la réunion du Havre avant les élections législatives lorsqu'il a annoncé ses projets, et j'ai été stupéfait par son indifférence à l'égard des enjeux budgétaires.

Quant à l'Union méditerranéenne, c'est la négation de tout. Créer une frontière sur le Rhin avec cette illusion complète que la France est naturellement leader de l'Espagne et de l'Italie, c'est ridicule ! Depuis Napoléon, les Espagnols et

nous, ça ne va pas fort. Si nous avons une influence sur l'Espagne, c'est parce que nous sommes les amis des Allemands. En Italie, c'est la même chose. Les Italiens sont très gentils, mais ils ont une obsession depuis toujours : c'est le rang. Le problème des Italiens, c'est la seconde division. C'est donc complètement idiot de croire qu'on va faire une union, cela marchait du temps du regretté Louis XV parce que la monarchie, qui avait quand même des traditions, avait mis des Bourbons en Espagne et à Naples mais tout cela est bien fini.

Sarkozy fait des annonces irréfléchies. Il se lève le matin et dit : « tiens j'ai une bonne idée, je vais parler de la Shoah... Tiens, j'ai une bonne idée, je vais parler des quotas de pêche... Tiens, j'ai une bonne idée, je vais épouser Carla Bruni... » Avec lui tout est possible. Il fait des choses pas mal, si la tartine tombe sur le bon côté. Contrairement à beaucoup de gens, je suis très sensible au rapprochement avec les Etats-Unis, je trouve évidemment que Bush, ce n'est pas le bon interlocuteur, ce n'est pas le bon moment, mais c'est très important, pourquoi ? Parce que ça clôt une histoire, une fantasmagorie française qui date du deuxième tiers du dix-huitième siècle, qui date du 1763, c'est-à-dire du Traité de Paris. Au Traité de Paris, la France a perdu l'hégémonie mondiale, par rapport à l'Angleterre, en perdant le Canada et l'Inde. Elle ne s'en est jamais remise. Choiseul, signataire du Traité, n'a eu qu'une idée, c'est d'organiser la revanche – il a d'ailleurs développé une marine très impressionnante. On s'est lancé dans la guerre américaine avec pour seul projet d'embêter les Britanniques. On n'attendait rien de cette guerre, on n'a eu que des déficits, qui ont conduit à la Révolution française... Ensuite, Napoléon, l'ambition continentale, puis, au dix-neuvième siècle, les grands intellectuels, Victor Hugo et Michelet, c'est l'horreur de l'Angleterre. Il n'y a que Louis Philippe qui fait l'Entente Cordiale à sa manière, en catimini, mais la population française est dramatiquement anglophobe. Alors, ensuite il y a Guillaume II qui crée toutes les conditions objectives pour un rapprochement entre l'Angleterre et la France, il y a eu aussi l'habileté d'Edouard VII, mais entre les deux guerres, nous n'aimons pas les Anglais et d'ailleurs nous avons raison, parce qu'ils sont totalement irresponsables, et après les Anglais, ce sont les Américains. La puissance hégémonique, c'est l'Amérique. De Charles de Gaulle à Dominique de Villepin, ce sont les mêmes textes intellectuellement déconcertants disant : « La France va retrouver sa place dans le monde, c'est la première, qui dirige tout le monde. » Mais les Anglais ne disent jamais cela. Ils disent : « Nous sommes les Anglais, mieux habillés, plus malins, plus courageux, bon militaires... Nous défendons nos intérêts, et nous nous foutons des autres. » Et c'est tout. Nous, nous ne sommes pas comme ça. On cherche la diplomatie de la carte de visite, et c'est la kouchnérisation – mais avant Kouchner, c'est déjà

le cas. Il y a un conflit, j'arrive et je dis : « Je suis la France, est-ce que vous avez besoin de moi ? » Il y a un personnage analogue dans « Drôle de drame » de Prévert – bizarre, vous avez dit bizarre –, personnage qui est joué par Marcel Duhamel, le fondateur de la Série Noire. Il est tout de noir vêtu, et dès qu'il voit un enterrement, il se précipite sur le cortège et dit à la famille : « Je ne vous demande qu'une chose. Est-ce que vous m'autorisez à me considérer comme de la famille ? » Et il prend son rang parmi les deuilants... Ça c'est la France, et c'est grotesque. C'est Villepin. On avait tout à fait raison de dire aux Etats-Unis qu'ils faisaient n'importe quoi, mais est-ce que c'était nécessaire de faire ce grand numéro mondial, *flatus vocis*, tout ça pour défier la puissance américaine ? C'était absurde. Il fallait dire aux Américains : « Vous faites une vraie bêtise, vous n'arriverez à rien, on ne vous soutient pas là-dessus, mais on ne va pas vous défier, parce qu'on trouve quand-même que les Américains, c'est mieux que Saddam Hussein », c'est tout. Quand on songe que De Gaulle, dans d'innombrables propos rapportés par Peyrefitte, voulait faire l'Europe contre les Etats-Unis... C'était profondément irréaliste car, sans le soutien des Américains, les Européens ont tendance à se diviser.

Sur les nonistes Français et l'Europe...

Le noniste fédéraliste est napoléonien. Qu'est-ce que cela veut dire être napoléonien ? Cela n'est pas un insulte, rassurez-vous. Cela veut dire : quelqu'un qui croit à l'adéquation miraculeuse, à la fois parfaite et permanente, entre ce que veulent, disent et font les Français et ce que veulent, disent et font les autres. Il y a continuité, et non solution de continuité. Alors qu'être européen, dans le sens où Monnet l'était, et d'autres avec lui, c'est de dire : « Voilà, les gens sont différents, mais qu'est-ce qu'ils ont en commun ? » L'Européen n'est pas celui qui dit : « Je veux ça pour l'Europe. » L'Européen est celui qui dit : « Je voudrais ça, les autres veulent ça, qu'est-ce qu'on peut bâtir en commun ? » Voilà la logique européenne. Pour le noniste français, pas du tout ! C'était un camp retranché sur des valeurs apparemment hyper-fédéralistes et maximalistes, mais en réalité, comme je le disais tout à l'heure, si la politique sociale avait été autre chose qu'une simple généralisation de la législation sociale française, cela n'aurait pas du tout été accepté

Les fonds structurels ont joué un rôle important. Vous avez forcément des différences sociales, vous avez un avantage comparatif donné à ceux qui travaillent plus, qui sont moins bien payés, moins bien protégés. Cet avantage comparatif se traduit par un double bénéfice : un bénéfice pour les Etats exportateurs qui va leur permettre de s'équiper, un taux de croissance élevé, un bénéfice pour eux parce que cela leur permet de se développer. Ensuite, l'avantage comparatif se détruit par l'augmentation de leurs salaires et de leur

protection sociale. Le système a parfaitement fonctionné avec l'Espagne, le Portugal et l'Irlande, à ceci près qu'en Irlande il y a eu un dumping fiscal, mais ça c'est autre chose. On invente une niche, c'est-à-dire, on crée un endroit où toutes les sociétés se ruent et on fait payer ça par les fonds structurels, cela ne va pas. Mais sinon, le mouvement vertueux, il est parfait. Qu'est-ce que vous auriez dit aux Baltes ? Maintenant vous allez offrir un SMIC au trois quart du SMIC français... ils vous auraient envoyé promener, et ils auraient eu raison. « On aura un SMIC supérieur au SMIC français quand on sera développés », et ça ne va pas tarder. Il y a une chose certaine, c'est que les renversements de situation économique sont rapides...

Le fédéralisme noniste est une illusion. La preuve : l'absence de plan B n'a pas du tout été considérée par les nonistes comme quelque chose qui mettait en cause leur choix. La démarche qui consistait à dire « je veux un plan B », a été profondément déçue, parce que de plan B, il n'y en avait pas. Cette affaire-là n'a pas du tout été perçue comme une déception. Elle a été perçue au contraire comme le fait qu'on avait bien raison de dire « non », parce que l'Europe, ça commençait à bien faire.

Je me suis dégagé de toute activité réelle au Parlement européen à ce moment-là. J'ai considéré que c'était fini. Ce n'était pas le texte qui était en cause. Ce qui était en cause, au bout du compte, c'était le fait que les Français, en majorité, disaient aux autres Européens, nous ne voulons plus faire quelque chose de commun avec vous. Chacun pour soi, c'est ça la signification profonde de ce vote. Ce qui a fait passer le « non », c'est Laurent Fabius. C'est prometteur pour lui ! Il a commencé sa carrière à Metz en démolissant Rocard. Il a fait son *come back* comme premier ministre, très brillamment d'ailleurs, en étant l'homme de l'apaisement, en adoptant le tour européen, en assainissant les finances publiques etc., puis il a été plutôt sur la ligne gauche au congrès de Lille, il est réapparu en position de grand défenseur libéral, de type strauss-kahnien en réalité, au Ministère des Finances... Il a replongé et est réapparu à la gauche du PS. Pour moi, tout cela est très mauvais. Il faut être l'un ou l'autre. Le stationnement gauche-droite alterné, ça ne marche pas.

Sur la coopération renforcée...

La France, avec son allergie au libéralisme social, est dans une situation assez décalée par rapport aux autres. Les Allemands ne veulent pas faire grand-chose, mais en revanche, vous pourrez trouver des Baltes qui voudront bien faire des choses... contre les Russes, par exemple ! Je vois bien quels sont les sujets de la coopération renforcée, mais je peine à trouver des clients. De plus, la coopération renforcée se fait nécessairement à un niveau purement

intergouvernemental... C'est donc forcément une régression institutionnelle. Le Parlement n'y existe pas...

Sur quelques *think tanks* européens et sur la république européenne...

J'en ai assez de voir ces gens ignorer les questions centrales portant sur la structure européenne, sa géométrie à la fois institutionnelle et géographique, ses fonctions, son insertion dans le système international... A la place, on fait des colloques sur ce que la présidence française, la présidence slovène, la présidence tchèque vont apporter... Sujets certes intéressants, mais je crois que l'on doit s'intéresser à nouveau aux fondamentaux. Quant aux utopistes qui rêvent d'une république européenne, je dirais simplement : « si ma grand-mère avait de la barbe, ce serait mon grand-père »... La question de l'Europe, ce n'est pas « quoi », mais « comment ». Quinze jours avant la déclaration du 9 mai, Adenauer avait fait un appel à la République européenne, à la fédération, dont personne n'a voulu et qui est tombé complètement à plat. Monnet, lui, a inventé quelque chose de fondamentalement différent, plus modeste en apparence mais profondément dynamique et il a eu raison.

Compte-rendu réalisé par Lena Harwardt, Mikael Garandeau, Jean Winckler
Le texte a été relu par Jean-Louis Bourlanges.